

DREAL des Pays de la Loire - Unité départementale de la
Vendée
Site Préfecture de la Vendée - 29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche-sur-Yon, le 17 Novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIVETEAU BOIS

La Vallée - BP 7
STE FLORENCE
85140 Sainte-Florence

Références : D25.0482
Code AIOT : 0006301560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement PIVETEAU BOIS implanté La Gauvrie STE FLORENCE 85140 Sainte-Florence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre des suites données à l'incendie du 13 avril 2025 sur la gestion des eaux d'extinction qui ont été confinées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIVETEAU BOIS
- La Gauvrie STE FLORENCE 85140 Sainte-Florence
- Code AIOT : 0006301560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Piveteau Bois exploite une scierie de première transformation du bois, dont les installations ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 23 mars 2023.

Le site comprend notamment des installations de travail du bois (rubrique 2410), de broyage/granulation (rubrique 2260-1), de traitement du bois (rubrique 3700), de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791), des stockages de bois (rubrique 1532-2), ainsi qu'une installation autorisée de production d'énergie à partir de CSR (rubriques 2971 et 3520).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des eaux d'extinction de l'incendie du 13/04	AP de Mesures d'Urgence du 16/04/2025, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé aux mesures immédiates prescrites le 16 avril 2025 pour la gestion des eaux d'extinction de l'incendie du 13 avril 2025. Ces eaux, confinées dans un bassin, s'avèrent contaminées aux PFAS du fait de l'utilisation d'émulseurs fluorés lors de l'intervention des services de secours. Cette contamination est marquée par le 6:2 FTS, caractéristique des émulseurs, avec une concentration mesurée au plus à 13 µg/L dans les eaux confinées.

Un traitement in situ de ces eaux est à l'étude, avec une phase d'essai qui était en cours lors de l'inspection. Si les résultats des tests en laboratoire sont confirmés par cet essai, le rejet des eaux après traitement fera l'objet d'un porter à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux d'extinction de l'incendie du 13/04

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 16/04/2025, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Dans un délai maximal de 2 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait procéder à l'analyse des eaux d'extinction confinées au sein du site, afin de caractériser ces eaux. Ces analyses portent sur un spectre large de substances, et a minima sur les MES, la DCO, les hydrocarbures totaux, les HAP et, le cas échéant en cas d'usage d'émulseur fluoré dans la lutte contre l'incendie survenu le 13 avril 2025, l'AOF et les PFAS. Les PFAS recherchés sont ceux spécifiques aux émulseurs utilisés (y compris ceux issus d'une décomposition). À défaut d'identification précise de ces PFAS, les analyses portent sur : - les 20 PFAS mentionnées à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation - le 6:2 FTAB (n° CAS 34455-29-3) - le 6/2 FTS (n° CAS 27619-97-2) - le 8:2 FTS (n° CAS 39108-34-4) - le 4:2 FTS (n° CAS 757124-72-4) - le PFOSA (n° CAS 754-91-6) - le MePFOSA (n° CAS 31506-32-8) - le MeFOSE (n° CAS 24448-09-7) En l'absence d'analyse des PFAS, l'exploitant justifie la composition des émulseurs utilisés lors de l'incendie. L'exploitant transmet les résultats dès réception et propose à l'inspection les suites à donner pour le devenir des eaux d'extinction.
Constats : L'arrêté préfectoral du 16 avril 2025 a été notifié le jour même à l'exploitant. Les prélèvements d'eaux d'extinction de l'incendie du 13 avril 2025, confinées au sein du site, ont été réalisés le 17 avril 2025. Les prélèvements ont été effectués en 3 points du bassin de confinement (entrée, milieu, sortie). Les données techniques (fiches de données de sécurité, fiches techniques) des émulseurs fluorés utilisés par les pompiers pour l'extinction de l'incendie et fournies par ces derniers à l'exploitant,

ne lui ont pas permis d'identifier d'autres PFAS que ceux cités dans l'arrêté préfectoral. Les analyses ont porté sur les paramètres minimaux explicitement cités dans l'arrêté.

Les résultats de ces analyses ont été transmis à l'inspection des installations classées au fur et à mesure de leur réception par l'exploitant. L'intégralité des résultats définitifs a été transmise par courriel du 20 mai 2025. Le tableau ci-dessous fait état des résultats de ces analyses (seuls les PFAS présents en quantité supérieure à la limite de quantification du laboratoire, variant de 6 à 40 ng/L selon le PFAS considéré, sont mentionnés) :

Échantillon	Blanc	Bassin		
Position hydraulique	/	Entrée	Milieu	Sortie
Société Laboratoire	IRH/Antea SGS	IRH/Antea Eurofins/SGS	IRH/Antea Eurofins/SGS	IRH/Antea Eurofins/SGS
Date	17/04/2025	17/04/2025	17/04/2025	17/04/2025
Paramètres généraux				
MES par filtration en mg/l	/	4 500	15	33
DCO en mgO ₂ /l	/	1 210	354	822
Hydrocarbures totaux, en mg/l				
HCT (nC10 - nC16) (Calcul)	/	3,15	0,16	0,52
HCT (>nC16 - nC22) (Calcul)	/	1,18	0,05	0,07
HCT (>nC22 - nC30) (Calcul)	/	1,22	0,3	0,24
HCT (>nC30 - nC40) (Calcul)	/	0,4	0,2	0,07
Hydrocarbures totaux C10 - C40	/	5,95	0,7	0,91
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), en µg/l				
naphtalène	/	<0,01	<0,01	<0,01
acénaphthylène	/	0,57	0,1	0,08
acénaphthène	/	0,03	0,01	<0,01
fluorène	/	1,3	0,04	0,03
phénanthrène	/	1,1	0,06	0,04
anthracène	/	0,49	0,01	<0,01
fluoranthène	/	0,31	0,01	<0,01
pyrène	/	0,35	0,02	<0,01
benzo(a)anthracène	/	0,01	<0,01	<0,01
chrysène	/	0,09	<0,01	<0,01
benzo(b)fluoranthène	/	<0,01	<0,01	<0,01
benzo(k)fluoranthène	/	0,1	<0,01	<0,01
benzo(a)pyrène	/	0,05	<0,0075	<0,0075
dibenzo(ah)anthracène	/	<0,01	<0,01	<0,01
benzo(ghi)pérylène	/	<0,01	<0,01	<0,01
indéno(1,2,3-cd)pyrène	/	<0,01	<0,01	<0,01
HAP Totaux	/	4,4	0,28	0,18
Fluor organique adsorbable (indice AOF), en ng/l				
AOF	<10 000	570 000	100 000	88 000
PER- AND POLYFLUOROALKYL SUBSTANCES (PFAS) en ng/l				
PFBA (acide perfluorobutanoïque)	<10	260	44	<20
PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	<10	120	51	48
PFUnDS (acide perfluoroundecane sulfonique)	<3,1	<15	<6	6,9
Somme des 20 PFAS	<LQ	380	95	54,9

6:2 FTAB (fluorotelomer sulfonamide betaïne)	11	1 400	140	160
4:2 FTS (acide 4:2 fluorotelomer sulfonique)	<3,1	19	10	8,2
6:2 FTS (acide 6:2 fluorotelomer sulfonique)	18	13 000	5 100	4 800
8:2 FTS (acide 8:2 fluorotelomer sulfonique)	<8,1	47	<16	<16
Somme des 7 PFAS « émulseurs »	29	14466	5250	4968,2

Les eaux confinées dans le bassin technique sont transférées dans un bassin de confinement afin que le bassin technique puisse reprendre sa fonction de collecte des eaux pluviales de ruissellement.

L'exploitant propose de traiter in situ ces eaux confinées avant rejet au milieu naturel (Douet des Rivières), au moyen d'une installation mobile qui comporte, en série :

- une unité de pré-traitement par décantation (décanteur lamellaire) et filtration (filtres à poche),
- deux filtres à charbon actif en série.

Le jour de l'inspection, une phase d'essai de traitement était en cours sur environ 500 m³ d'eau (sur un volume total estimé à environ 8500 m³ par l'exploitant). Les eaux traitées sont renvoyées vers le bassin de confinement pendant l'intégralité de cette phase d'essai (aucun rejet au milieu naturel). L'objectif est de confirmer les tests réalisés en laboratoire et le dimensionnement de l'installation de traitement. Pour cela, un contrôle est réalisé en différents points (entrée, sortie du 1^{er} filtre à charbon actif, sortie) portant notamment sur les PFAS prescrits par l'arrêté préfectoral du 16 avril 2025. L'inspection des installations classées a invité l'exploitant à ajouter l'analyse de deux PFAS "émulseurs" figurant dans la liste ministérielle de l'action nationale 2025 "mousse anti-incendie" mise à jour en octobre 2025 : le 6:2 FTSaAm (6:2 Fluorotélomère sulfonamido propyl dimethyl amine, CAS n° 34455-22-6) et le 8:2 FTAB (8:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine, CAS n° 34455-21-5).

A l'issue de cette phase d'essai, l'exploitant envisage de déposer un porter à connaissance auprès des services de la préfecture pour le traitement de l'intégralité des eaux d'extinction avant rejet au milieu naturel.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Saisissez du texte ici